

collègue décédé pour détourner cette Chambre de ses activités. Je trouve que c'est odieux.

L'honorable Jeremiah S. Grafstein: Honorables sénateurs, je voudrais savoir si le sénateur Kelly et le sénateur Ottenheimer peuvent m'expliquer si, selon le règlement Kelly, j'ai maintenant le droit de faire des rappels au Règlement sur le manuscrit du greffier. Il y a ici plusieurs questions qui pourraient être très importantes, des questions pressantes d'importance nationale. Je voudrais que le sénateur Ottenheimer me dise si ce sont les nouvelles règles, si je peux librement examiner le manuscrit et faire discuter de certains rappels au Règlement, tout comme il demande au président que l'on discute de son rappel au Règlement.

Je vais vous donner un exemple, si vous le voulez bien. Il y a ici une question portant sur la surveillance de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange conclu entre le Canada et les États-Unis. C'est d'après moi une question d'intérêt public pressante et importante, et je crois qu'il serait bon de faire un rappel au Règlement sur ce sujet. Je serais préparé à le faire maintenant, s'il le désire.

Le sénateur Simard: Dear colleagues . . .

Le sénateur Grafstein: Honorables sénateurs, j'ai demandé au sénateur Ottenheimer de me dire si oui ou non la chose était possible, en vertu de leurs règles et procédures.

Le sénateur Simard: Manifestement, le sénateur Grafstein connaît déjà la réponse. La réponse est que ce n'est pas le moment de soulever ce genre de question.

Le sénateur Grafstein: Exactement.

Des voix: Oh, oh!

Le sénateur Simard: Je ne connais pas de règle permettant à un sénateur de poser une question à un autre pour obtenir un avis ou autre chose. Vous pouvez poser des questions pendant la période des questions. Vous pouvez également poser des questions au leader du gouvernement au Sénat. C'est la tradition et c'est normal, et je crois que le sénateur Grafstein essaie simplement de gagner du temps.

Je vais donc passer maintenant à mes commentaires, et j'invite les libéraux ou les conservateurs à en faire autant. Mais j'inviterais certainement les sénateurs libéraux à participer à ce débat. Après tout, ils veulent prendre la parole. Le sénateur Olson a défendu le droit de parole des sénateurs. Je considère qu'ils ont non seulement le droit de parler, mais aussi le droit d'être entendus. Je suis heureux que la voix que l'on entendait pendant que le sénateur Ottenheimer parlait ait maintenant cessé et que je puisse continuer sans être interrompu. C'est très bien. C'est une amélioration.

[Français]

Le sénateur Frith, le sénateur MacEachen et certains autres sénateurs d'en face nous ont rappelé à plusieurs reprises un article du Règlement voulant que le président du Sénat n'ait pas le devoir de décider de sa propre initiative de la durée des débats, mais qu'il appartenait aux membres du Sénat de faire connaître leur point de vue et de demander au président de faire en sorte que les travaux du Sénat puissent se poursuivre. L'ultime responsabilité, je pense, de nous tous dans cette Chambre c'est qu'après avoir débattu une question, après en avoir parlé, comme le sénateur Olson nous l'a dit, l'ultime responsabilité c'est de pouvoir trancher ou prendre le vote.

C'est ce que je retiens du rappel au Règlement du sénateur Kelly. Il s'agit de permettre à cette Chambre, paralysée qu'elle est depuis le 25 septembre, de fonctionner normalement. C'est ce que je retiens du rappel au Règlement du sénateur Kelly et de la teneur de sa lettre au président. Il demande en effet au président de considérer si les travaux peuvent continuer de façon régulière et normale. À cette question je réponds bien humblement, non. La raison de ma réponse c'est que depuis le 25 septembre, cette Chambre a vécu des heures inhabituelles. Je ne sais pas combien de règlements ont été brisés. Il ne m'appartient pas de porter des jugements. Je sais une chose: les travaux des comités, à toute fin pratique, ont été annulés. Il nous a été impossible de participer à une foule de comités qui normalement nous conduisent à faire des recommandations à cette Chambre.

[Traduction]

Le sénateur MacEachen a déclaré hier que les sénateurs du gouvernement avaient dit qu'ils ne voulaient pas sérieusement passer aux activités normales de la Chambre. D'après lui, c'était tout ce qu'il avait à dire, que nous ne voulions pas vraiment nous occuper de notre ordre du jour.

Le sénateur MacEachen: Je n'ai pas dit cela.

Le sénateur Simard: Depuis 1984, sénateur MacEachen, vous avez réussi à supprimer une excellente habitude, l'étude préalable de certaines lois, non seulement pour le projet de loi C-62, mais pour beaucoup d'autres projets de loi. Vous avez pu le faire, mais par contre vous n'avez pas réussi à paralyser totalement les travaux de tous les autres comités par votre stratégie, vos méthodes, vos astuces. Le sénateur Buckwold a prêté le 25 septembre que toutes les astuces politiques allaient être utilisées pour bloquer ce projet de loi et paralyser les travaux de la Chambre.

Donc, oui, sénateur MacEachen, vous avez pu jusqu'au 25 septembre éviter toute étude préalable, mais vous êtes allés plus loin. N'accusez donc pas le gouvernement. N'essayez pas de vous servir de l'exemple d'hier, du fait que cette Chambre ait ajourné à 16 heures, pour démontrer que le gouvernement n'est pas sérieux et ne veut pas réellement s'acquitter de sa tâche et que la seule chose qui l'intéresse est l'adoption du projet de loi C-62. Vous êtes responsable de cela, monsieur, et vos arguments ne passeront pas.

Vous avez également dit, sénateur MacEachen, à qui voulait l'entendre, notamment aux journalistes qui vous posaient des questions—comme le sénateur Frith et le sénateur Buckwold et d'autres—qu'à moins que les membres du gouvernement ou le président ne respectent pas les règles ou en inventent ou en créent de nouvelles, ce projet de loi ne serait pas adopté.

Eh bien, je dis respectueusement que le rappel au Règlement du sénateur Kelly, sa lettre au président, n'est pas contraire aux règles. En fait, je crois qu'elle est conforme à l'esprit du Règlement. Le président doit maintenir l'ordre et la bonne tenue et il a également la responsabilité—et c'est mon principal argument—de permettre aux sénateurs des deux côtés de la Chambre de prendre collectivement des décisions. Il est inutile de discuter, inutile de parler inutile de retarder les choses. Le sénateur Olson nous a dit qu'il voulait ses droits. Il voudrait que tout le monde croie que les sénateurs ont un droit de parole absolu. D'après moi, le seul droit qui compte est celui de la Chambre de prendre une décision et de terminer